

Art. 9. Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 juillet 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Région bruxelloise,

A. DEGROEVE

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

Mme L. DE PAUW-DEVEEN.

F. 91 — 1413

30 JUILLET 1981. — Arrêté ministériel approuvant des modifications au règlement des prêts à consentir et des opérations d'aide locative à réaliser dans la Région bruxelloise par le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique au moyen des capitaux du Fonds B2

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

Vu le Code du Logement, annexé à l'arrêté royal du 10 décembre 1970, approuvé par la loi du 2 juillet 1971 et modifié, en ce qui concerne la Région bruxelloise par la loi du 25 mars 1981, notamment l'article 38;

Vu l'arrêté royal du 8 février 1977 concernant l'utilisation, pour la Région bruxelloise, des capitaux provenant du Fonds B2, par le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique, modifié par l'arrêté royal du 30 juillet 1981, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté ministériel du 5 avril 1977 approuvant le règlement des prêts à consentir dans la Région bruxelloise par le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique au moyen des capitaux du Fonds B2, modifié par les arrêtés ministériels des 27 mai 1977 et 8 août 1978;

Vu les décisions prises, sous réserve de l'approbation ministérielle, en ce qui concerne la réglementation des prêts et des opérations d'aide locative, par le conseil d'administration et par le Conseil régional bruxellois du Fonds du Logement;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et modifiées par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 3, § 1er;

Considérant que l'urgence est justifiée par l'évolution du coût de la construction qui requiert une adaptation urgente des maxima des valeurs des habitations pour lesquelles le Fonds du Logement octroie des prêts;

Vu l'accord du Président de l'Exécutif de la Région bruxelloise,

Arrête :

Article 1er. Sont approuvées les modifications suivantes au règlement des prêts à consentir et des opérations d'aide locative à réaliser dans la Région bruxelloise par le Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique au moyen des capitaux provenant du Fonds B2, approuvé par l'arrêté ministériel du 5 avril 1977 et modifié par les arrêtés ministériels des 27 mai 1977 et 8 août 1978;

Art. 2. 1° A l'article 2 du règlement précité les littéras c et d sont abrogés.

2° Un deuxième alinéa est ajouté, rédigé comme suit :

« Pour apprécier la valeur vénale de l'habitation, il n'est pas tenu compte des terrains et des constructions utilisés à des fins professionnelles lorsque le demandeur est établi comme agriculteur ou comme horticulteur. »

Art. 9. Onze Minister van het Brussels Gewest en Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 juli 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van het Brussels Gewest,

A. DEGROEVE

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,

Mevr. L. DE PAUW-DEVEEN

N. 91 — 1413

30 JULI 1981. — Ministerieel besluit houdende goedkeuring van wijzigingen aan het reglement van de leningen en van de huurhulpverrichtingen in het Brussels Gewest toe te staan door het Woningfonds van de Bond der Kroostrijke Gezinnen van België door middel van de kapitalen die voortkomen van het Fonds B2

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,

Gelet op de Huisvestingscode, gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1970, goedgekeurd bij de wet van 2 juli 1971 en gewijzigd, wat het Brussels Gewest betreft, bij de wet van 25 maart 1981, inzonderheid op artikel 38;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 februari 1977, betreffende de aanwending voor het Brussels Gewest, van de kapitalen die voortkomen van het Fonds B2, door het Woningfonds van de Bond der Kroostrijke Gezinnen van België, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 juli 1981, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op het ministerieel besluit van 5 april 1977, houdende goedkeuring van het reglement der leningen en van de huurhulpverrichtingen in het Brussels Gewest toe te staan door het Woningfonds van de Bond der Kroostrijke Gezinnen van België door middel van de kapitalen die voortkomen van het Fonds B2, gewijzigd bij ministeriële besluiten van 27 mei 1977 en 8 augustus 1978;

Gelet op de beslissingen die de raad van beheer en de Gewestelijke Raad voor Brussel van het Woningfonds, onder voorbehoud van de ministeriële goedkeuring, genomen hebben met betrekking tot de reglementering inzake de leningen en de huurhulpverrichtingen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is aangezien de evolutie van de bouwrijzen een dringende aanpassing noodzakelijk maakt van de maximumwaarde van de woningen waarvoor het Woningfonds leningen toestaat;

Gelet op het akkoord van de Voorzitter van de Executieve van het Brussels Gewest,

Besluit :

Artikel 1. Volgende wijzigingen worden goedgekeurd aan het reglement van de leningen en van de huurhulpverrichtingen in het Brussels Gewest toe te staan door het Woningfonds van de Bond der Kroostrijke Gezinnen van België door middel van kapitalen die voortkomen van het Fonds B2, vastgesteld bij ministerieel besluit van 5 april 1977 en gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 27 mei 1977 en 8 augustus 1978;

Art. 2. 1° In artikel 2 van het voormeld reglement worden de punten c en d opgeheven.

2° Er wordt een tweede lid toegevoegd, luidende als volgt :

« Om de verkoopwaarde van de woning te ramen, wordt er geen rekening gehouden met de grond en de gebouwen die voor beroepsdoeleinden gebruikt worden, wanneer de aanvrager het beroep van land- of tuinbouwer uitoefent. »

Art. 3. L'article 3 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. Les prêts sont consentis en vue de la construction, l'achat, la transformation, l'assainissement, l'amélioration ou l'adaptation d'une maison ou d'un appartement, sis en Région bruxelloise, et affecté à usage exclusif d'habitation ou en vue du remboursement de dettes onéreuses antérieures contractées à de telles fins, pour les cas où le conseil d'administration de la société l'estime justifié. »

Art. 4. L'article 5, 2° du même règlement est abrogé.

Art. 5. A l'article 7, alinéa 3, les mots « et qu'elle cohabite, sous le même toit » sont remplacés par les mots « allant jusqu'au second degré et qu'elle continue à faire effectivement partie du ménage. »

Art. 6. A l'article 8 du même règlement, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au § 1er les montants de 180 000 francs et de 30 000 francs sont remplacés respectivement par les montants de 200 000 francs et de 65 000 francs;

2° Le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le maximum prévu en ce qui concerne les revenus visés au § 1er est augmenté de 30 000 francs par enfant à charge jusqu'au deuxième et de 40 000 francs pour chaque enfant à charge à partir du troisième. »

3° Au § 4, alinéa 1er, les mots « les montants de 180 000 francs et 12 000 francs » sont remplacés par les mots « les montants de 200 000 francs, de 30 000 francs et de 40 000 francs »;

4° Le § 4, alinéa 4 est abrogé.

Art. 7. A l'article 9 du même règlement les modifications suivantes sont apportées :

1° L'alinéa 5 est remplacé par la disposition suivante :

« L'habitation est considérée comme insalubre par nature et non susceptible d'assainissement, si elle est reconnue comme telle par le Ministre qui a le logement dans ses attributions sur avis du comité visé à l'alinéa précédent, ou si, en vue de la démolition dudit logement, une Région a notifié l'octroi d'une prime ou d'une allocation de démolition. »

2° A l'alinéa 6, a, les mots « à la mettre en vente » sont remplacés par les mots « à céder l'intégralité de leurs droits immobiliers y afférents »;

3° Au même alinéa les mots « de la vente » sont remplacés par les mots « de la cession ».

Art. 8. L'article 14 du même règlement est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 14. Sous réserve des dérogations prévues à l'article 16 ci-après, la valeur vénale de l'habitation pour laquelle le prêt est consenti ne peut excéder, lorsque trois enfants sont à charge ou font partie du ménage, les maxima ci-après :

1° 2 300 000 francs lorsque le prêt a pour objet une construction nouvelle ou une reconstruction avec le bénéfice de la prime à la construction, l'exécution de travaux importants, l'achat d'une habitation avec le bénéfice de la prime à l'achat, l'achat d'une habitation, dont l'achèvement ou la construction remonte à moins de cinq ans ou le remboursement de dettes contractées pour la réalisation des opérations précitées;

2° 2 100 000 francs lorsque le prêt a un objet autre que ceux énumérés au 1°.

Les maxima visés à l'alinéa 1er sont augmentés de :

a) 3 p.c. par enfant à charge ou faisant partie du ménage à partir du quatrième;

b) 6 p.c. lorsque le plus jeune enfant du demandeur ou de son conjoint n'a pas atteint l'âge de six ans à la date visée à l'alinéa 1er de l'article 6;

c) 6 p.c. pour chaque ascendant du demandeur ou de son conjoint qui cohabite avec le demandeur depuis six mois à la date visée sous b et qui continue à cohabiter effectivement.

Ces augmentations sont cumulatives.

Pour la détermination du nombre d'enfants faisant partie du ménage est compté pour deux enfants, l'enfant qui est atteint à 66 p.c. ou moins d'une insuffisance ou d'une diminution de capacité physique ou mentale du chef d'une ou de plusieurs affections.

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde reglement wordt vervangen door volgende bepaling :

« Artikel 3. De leningen worden toegestaan met het oog op de bouw, de aankoop, de verbouwing, de sanering, de verbetering of de aanpassing van een uitsluitend voor bewoning bestemd huis of appartement, gelegen in het Brusselse Gewest, of in de gevallen waarover de raad van beheer van de vennootschap oordeelt op de terugbetaling van vroeger daartoe aangegane bezwarende schulden. »

Art. 4. Artikel 5, 2° van hetzelfde reglement wordt opgeheven.

Art. 5. In artikel 7, derde lid, worden de woorden « bestaat en hij onder hetzelfde dak woont », vervangen door de woorden « gaande tot de tweede grad bestaat en hij werkelijk deel blijft uitmaken van het gezin ».

Art. 6. In artikel 8 van hetzelfde reglement, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 worden de bedragen van 180 000 frank en 30 000 frank respectievelijk vervangen door de bedragen van 200 000 frank en 65 000 frank;

2° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Het maximum gesteld met betrekking tot het inkomen bedoeld in § 1 wordt verhoogd met 30 000 frank per kind ten laste tot het tweede kind en met 40 000 frank voor ieder kind ten laste vanaf het derde. »;

3° In § 4, eerste lid, worden de woorden « bedragen van 180 000 frank en 12 000 frank » vervangen door de woorden « bedragen van 200 000 frank, 30 000 frank en 40 000 frank »;

4° § 4, vierde lid wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 9 van hetzelfde reglement worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Het vijfde lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De woning wordt beschouwd als ongezond uiteraard en niet vatbaar voor gezondmaking, wanneer ze als zodanig erkend wordt door de minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort, op advies van het comité bedoeld in vorig lid, of wanneer voor de sloping ervan door een gewest een slopingspremie of -toelage werd toegezegd. »

2° In het zesde lid, a, worden de woorden « zich ertoe verbinden ze te koop te stellen » vervangen door de woorden « al hun onroerende rechten erop afstaan »;

3° In hetzelfde lid worden de woorden « van de verkoop » vervangen door de woorden « van die afstand ».

Art. 8. Artikel 14 van hetzelfde reglement wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 14. Onder voorbehoud van de in artikel 16 bedoelde afwijkingen mag de verkoopwaarde van de woning waarvoor de lening wordt toegestaan, wanneer drie kinderen ten laste zijn of deel uitmaken van het gezin, volgende maxima niet overschrijden :

1° 2 300 000 frank wanneer de lening betrekking heeft op een nieuwbouw of op een wederopbouw met het voordeel van de bouwpremie, op de uitvoering van belangrijke werken, op de koop van een woning met het voordeel van de kooppremie, op de koop van een woning waarvan de voltooiing of de bouw minder dan vijf jaar teruggaat, of op de terugbetaling van schulden, aangegaan voor de verwezenlijking van voormelde verrichtingen;

2° 2 100 000 frank wanneer de lening betrekking heeft op een andere verrichting dan die opgesomd in 1°.

De in het eerste lid bedoelde maxima worden verhoogd met :

a) 3 pct. per kind ten laste of deel uitmakend van het gezin, vanaf het vierde;

b) 6 pct. wanneer het jongste kind van de aanvrager of van zijn echtgenoot minder dan zes jaar oud is op de datum, bedoeld in artikel 6, eerste lid;

c) 6 pct. voor ieder ascendent van de aanvrager of van zijn echtgenoot die sedert ten minste zes maanden bij de aanvrager inwoont op de onder b bedoelde datum en werkelijk blijft inwonen.

Deze verhogingen mogen gecumuleerd worden.

Voor het bepalen van het aantal kinderen dat deel uitmaakt van het gezin, wordt als twee kinderen aangerekend het kind dat voor ten minste 66 pct. getroffen is door ontoereikendheid of verminderd van lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen.

En outre, est considéré comme ayant un enfant faisant partie du ménage, le demandeur atteint au même degré d'une telle insuffisance ou diminution de capacité. Cette disposition est également applicable, dans les mêmes conditions, au conjoint du demandeur ainsi qu'à chaque personne affectée d'un tel handicap pour autant qu'il existe entre elle et le demandeur un lien de parenté allant jusqu'au second degré et qu'elle continue à faire effectivement partie du ménage. »

Art. 9. L'article 15 du même règlement est abrogé.

Art. 10. Le § 3 de l'article 16 du même règlement est abrogé.

Art. 11. Le titre V du même règlement est remplacé par les dispositions suivantes :

« TITRE V. — Montant maximum du prêt

Art. 18. Sans préjudice des dispositions des articles 20 et 21, le total des concours financiers de tiers, y compris le prêt à taux familial dégressif, le montant de la prime unique d'assurance-vie visée à l'article 32 et, le cas échéant, les primes octroyées par la région, ne peut excéder selon le cas, 100 p.c. :

1° du coût réel de l'habitation, s'il s'agit d'une opération de construction;

2° de la valeur vénale de l'habitation ou du prix d'achat lorsque celui-ci est inférieur à la valeur vénale, s'il s'agit d'une opération d'achat;

3° du coût réel des travaux, s'il s'agit de l'exécution de travaux de transformation, d'assainissement, d'amélioration ou d'adaptation;

4° de la valeur vénale de l'habitation, s'il s'agit d'un prêt contracté en vue du remboursement de dettes hypothécaires onéreuses.

Lorsque la prime unique d'assurance-vie excède 5 p.c. du prêt en principal, le maximum précité est augmenté de cet excédent.

Le maximum de 100 p.c. est ramené à 90 p.c. lorsque le remboursement du prêt n'est pas garanti par l'assurance-vie visée à l'article 32.

Les montants obtenus en application des dispositions du présent article sont arrondis au millier supérieur ou inférieur selon que le chiffre des unités atteint ou non cinq cents francs.

Art. 19. Les prêts hypothécaires en second rang, consentis par le Fonds du Logement, ne peuvent excéder, quel qu'en soit l'objet, 500 000 francs. »

Art. 12. L'article 20, alinéa 1er, du même règlement est remplacé par les dispositions suivantes :

« L'emprunteur doit consacrer à l'opération immobilière pour laquelle le prêt est consenti, le plus possible d'économies personnelles et au minimum un montant pour couvrir :

1° tous les frais d'actes et autres généralement quelconques, inhérents à l'opération;

2° la différence entre le coût réel des travaux ou le prix d'achat de l'habitation et le montant maximum du prêt visé à l'article 18, avec un minimum de 10 000 francs.

Le Fonds du Logement peut toutefois fixer le montant du prêt en tenant compte des possibilités du demandeur. »

Art. 13. Au titre VII du même règlement, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Section A. — Régime des prêts ordinaires » et « Section B. — Régime des prêts supplémentaires » sont supprimés;

2° Le § 1er de l'article 22 est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1. Pour l'emprunteur qui a trois enfants à charge et dont les revenus n'excèdent pas 200 000 francs, calculés comme il est prévu à l'article 8, § 2 et § 4, le taux net de l'intérêt est fixé conjointement par le Ministre ayant le logement dans ses attributions et le Ministre des Finances. Ce taux ne peut toutefois

Als hebbende een kind dat deel uitmaakt van het gezin wordt eveneens beschouwd de aanvrager die in dezelfde graad getroffen is door een dergelijke ontoereikendheid of vermindering van geschiktheid. Deze bepaling is eveneens onder dezelfde voorwaarden van toepassing op de echtgenoot van de aanvrager alsook op ieder persoon getroffen door zulk een handicap voor zover er tussen hem en de aanvrager een band van bloedverwantschap gaande tot de tweede graad bestaat en hij werkelijk deel blijft uitmaken van het gezin »

Art. 9. Artikel 15 van hetzelfde reglement wordt opgeheven.

Art. 10. § 3 van artikel 16 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 11. Titel V van hetzelfde reglement wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« TITEL V. — Maximumbedrag van de lening

Art. 18. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 20 en 21, mag het totaal der financiële bijdragen van derden, met inbegrip van de gewone lening tegen afnemende familiale rentevoet, van het bedrag van de in artikel 32 bedoelde enige levensverzekeringspremie en, in voorkomend geval, van de door het gewest verleende premies, niet meer bedragen dan 100 pct., naargelang van het geval :

1° van de werkelijke kostprijs van de woning, wanneer het een nieuwbouw betreft;

2° van de verkoopwaarde van de woning of van de aankoopprijs, indien deze lager is dan de verkoopwaarde, wanneer het een aankoop betreft;

3° van de werkelijke kostprijs der werken, wanneer het de uitvoering betreft van verbouwings-, sanerings-, verbeterings- en/of aanpassingswerken;

4° van de verkoopwaarde van de woning wanneer het een lening betreft aangegaan voor de terugbetaling van bezwarende hypothecaire schulden.

Ingeval het bedrag van de enige levensverzekeringspremie 5 pct. van de hoofdsom van de lening overschrijdt, wordt voormeld maximum verhoogd met het verschil.

Het maximum van 100 pct. wordt tot 90 pct. teruggebracht wanneer de terugbetaling van de lening niet gewaarborgd is door de in artikel 32 bedoelde levensverzekering.

De bij toepassing van de bepalingen van dit artikel vastgestelde bedragen worden naar boven of naar beneden op het duizendtal afgerond naargelang het cijfer der eenheden al dan niet vijfhonderd frank bereikt.

Art. 19. De hypothecaire leningen van de tweede rang, toegestaan door het Woningfonds, mogen, ongeacht hun voorwerp, 500 000 frank niet overschrijden. »

Art. 12. Artikel 20, eerste lid van hetzelfde reglement wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« De ontleener moet zoveel mogelijk eigen spaargelden besteden aan de onroerende verrichting, waarvoor de lening wordt toegestaan, en ten minste een bedrag om te dekken :

1° al de onkosten van akten en om het even welke andere die verband houden met de verrichting;

2° het verschil tussen de werkelijke kostprijs van de werken of de aankoopprijs van de woning en het maximumbedrag van de bij artikel 18 bedoelde lening met een minimum van 10 000 frank.

Het Woningfonds is nochtans vrij om het bedrag van de lening vast te stellen met inachtneming van de mogelijkheden van de ontleener. »

Art. 13. In titel VII van hetzelfde reglement worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De woorden « Afdeling A. — Stelsel van de gewone leningen » en « Afdeling B. — Stelsel der toegevoegde leningen » worden geschrapt;

2° Artikel 22, § 1 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 1. 1. Voor de ontleener die drie kinderen ten laste heeft en van wie het inkomen niet meer bedraagt dan 200 000 frank, berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 8, § 2 en § 4, wordt de nettorentevoet vastgesteld door de Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort en door de Minister van

excéder le taux maximum, diminué de 1,25 p.c., prévu pour les prêts en premier rang par l'article 9 de l'arrêté royal du 15 juillet 1981 relatif à l'octroi de la garantie de bonne fin de l'Etat.

2. Lorsque les revenus n'excèdent pas ce montant, augmenté de 65 000 francs, le taux net de l'intérêt est de 1 p.c. supérieur au taux fixé conformément au 1. ci-dessus. »;

3° l'article 24 est abrogé.

Art. 14. L'article 30 du même règlement est abrogé.

Art. 15. Le § 2 de l'article 34 du même règlement est abrogé.

Art. 16. L'alinéa 2 de l'article 35 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« Cette indemnité est égale à 0,25 p.c. du montant du prêt. »

Art. 17. L'article 36 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« Article 36. Le total des frais et indemnités dont question aux articles 34 et 35, ne peut excéder 3 000 francs. »

Art. 18. A l'article 38 du même règlement sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1er le montant de 180 000 francs est remplacé par le montant de 200 000 francs;

2° Le § 2 est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Le maximum de revenus fixé au § 1er est augmenté de 30 000 francs par enfant à charge jusqu'au deuxième et de 40 000 francs pour chaque enfant à charge à partir du troisième. »;

3° A l'alinéa 1er du § 4 les mots « montants de 180 000 francs et de 12 000 francs » sont remplacés par les mots « montants de 200 000 francs, de 30 000 francs et de 40 000 francs »;

4° L'alinéa 4 du § 4 est abrogé.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 juillet 1981.

Mme L. DE PAUW-DEVEEN

Financiën samen. Deze rentevoet mag echter niet meer bedragen dan de met 1,25 pct. verminderde maximum rentevoet vastgesteld ten aanzien van de leningen van de eerste rang door artikel 9 van het koninklijk besluit van 15 juli 1981 betreffende het verlenen van de staatswaarborg voor goede afloop.

2. Ligt het inkomen niet hoger dan dat bedrag, vermeerderd met 65 000 frank dan is de netto-rentevoet 1 pct. hoger dan de rentevoet vastgesteld overeenkomstig 1. hierboven. »;

3° Artikel 24 wordt opgeheven.

Art. 14. Artikel 30 van hetzelfde reglement wordt opgeheven.

Art. 15. Artikel 34, § 2 van hetzelfde reglement wordt opgeheven.

Art. 16. Artikel 35, tweede lid van hetzelfde reglement wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Deze vergoeding is gelijk aan 0,25 pct. van het bedrag van de lening. »

Art. 17. Artikel 36 van hetzelfde reglement wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 36. Het totaal der onkosten en vergoedingen waarvan sprake in de artikelen 34 en 35 mag evenwel 3 000 frank niet overschrijden. »

Art. 18. In artikel 38 van hetzelfde reglement worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 wordt het bedrag van 180 000 frank vervangen door het bedrag van 200 000 frank;

2° § 2 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 2. Het maximum gesteld met betrekking tot het inkomen bedoeld in § 1 wordt verhoogd met 30 000 frank per kind ten laste tot het tweede kind en met 40 000 frank voor ieder kind ten laste vanaf het derde. »;

3° In § 4, eerste lid, worden de woorden « bedragen van 180 000 en 12 000 frank » vervangen door de woorden « bedragen van 200 000 frank, 30 000 frank en 40 000 frank »;

4° § 4, vierde lid, wordt opgeheven.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Brussel, 30 juli 1981.

Mevr. L. DE PAUW-DEVEEN

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DES FINANCES

Ordres nationaux. — Promotions. — Nominations

Par arrêté royal du 27 mai 1981 sont promus ou nommés :

Ordre de la Couronne

Officier

Crédit communal de Belgique

M. Coppe, H., fondé de pouvoir principal.

MM. Demeffe, J.; Develter, N., directeurs de service provincial assimilés à fondé de pouvoir principal.

Caisse générale d'Épargne et de Retraite

M. Ackermans, C.H., sous-directeur.

Chevalier

Crédit communal de Belgique

M. Cartuyvels, W. (15.11.1980), fondé de pouvoir.

Caisse générale d'Épargne et de Retraite

MM. De Brandt, F.F.H.; De Brouwer, D.P.; Grumiaux, R.R.A.; Hock, R.V.F.; Maniquet, R.A.Ch.; Van Hees, J.M., chefs de service adjoints.

M. Dufrane, J.C., conseiller adjoint.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN FINANCIËN

Nationale Orden. — Bevorderingen. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 27 mei 1981 worden bevorderd of benoemd :

Kroonorde

Officier

Gemeentekrediet van België :

De heer Coppe, H., hoofdprocuratiehouder.

De heren Demeffe, J.; Develter, N., directeurs van de provinciale dienst geassimileerd met hoofdprocuratiehouder.

Algemene Spaar- en Lijfrentekas

De heer Ackermans, C.H., onderdirecteur.

Ridder

Gemeentekrediet van België

De heer Cartuyvels, W. (15.11.1980), procuratiehouder.

Algemene Spaar- en Lijfrentekas

De heren De Brandt, F.F.H.; De Brouwer, D.P.; Grumiaux, R.R.A.; Hock, R.V.F.; Maniquet, R.A.Ch.; Van Hees, J.M., adjunct-dienstchefs.

De heer Dufrane, J.C., adjunct-adviseur.